



## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Exclusion sociale

Suite à l'arrêt\* de la Cour européenne de justice du 12 mai 1998, dans l'affaire intentée par le Royaume Uni contre le financement, en 1995, par la Commission de projets européens de lutte contre l'exclusion sociale sans l'accord du Conseil sur son projet de programme "Pauvreté 4", la Commission a décidé de geler toutes les lignes budgétaires dépourvues de base juridique, soit au total 86 programmes.

Cette décision va plus loin que la décision de la Cour qui précise, à l'alinéa 42 de son arrêt, que "*Dans les circonstances particulières, il convient de décider que l'annulation n'affecte pas la validité des paiements effectués ni des engagements pris en vertu des contrats litigieux*".

De nombreuses associations ont saisi le commissaire Liikanen en charge du budget, le président Santer et le Parlement européen pour demander que ne soit pas mise en danger l'action d'associations qui jouent un rôle très important dans la construction de l'Europe sociale.

\* Arrêt dans l'affaire C-106/96, consultable sur internet : <http://curia.eu.int>

---

### Transport

Le commissaire aux transports, Neil Kinnock, a annoncé la publication, en juillet 1998, du **Livre blanc sur la tarification des infrastructures de transport**. Ce Livre, qui fait suite au Livre vert de 1995 sur l'internalisation des coûts externes, est préparé sur la base des recommandations d'un groupe de haut niveau, composé du président de Volvo, du président du conseil de surveillance de la Deutsche Bahn, du président de la société française privée concessionnaire d'autoroutes, de l'ancien président d'Olympic Airways, d'une parlementaire européenne, de deux universitaires britanniques et d'un haut fonctionnaire de la Commission.

Le Livre blanc devrait consacrer le principe de "l'utilisateur-payeur" qui implique que tous les usagers des services de transports (exploitants aussi bien que clients finaux) paient pour les coûts qu'ils occasionnent en termes d'infrastructure et d'environnement.

Les mêmes principes de tarification devraient être appliqués aux principaux modes de transport dans tous les États de l'Union Européenne, avec des modulations selon les modes et l'endroit et pour tenir compte de raisons économiques et sociales valables. L'objectif étant d'éliminer les distorsions de concurrence entre les modes et d'utiliser plus efficacement les réseaux en place, tout en réduisant la congestion et les risques d'accident.

La **Deutsche Bahn** (DB, Allemagne) et les **Nederlandse Spoorwegen** (NS, Pays-Bas) viennent de signer un protocole d'accord de fusion de leurs activités de fret qui doit déboucher sur la création d'une filiale commune de droit allemand "Rail Cargo Europe", susceptible d'accueillir d'autres partenaires, dont l'ambition est de se hisser au rang de leader international dans le secteur du transport et des services logistiques européens.

### Social exclusion

The Commission has decided to freeze all spending on budget lines, affecting 86 programmes, which no longer have a legal basis, following a ruling\* by the European Court of Justice, 12 May 1998. This ruling was given on a case brought forward by the United Kingdom, in 1995, against the Commission's financing of projects to fight social exclusion, without the Council's agreement under the programme project "Poverty 4".

The Commission's decision goes beyond the Court's ruling, which stipulates in Paragraph 42 that "*Under particular circumstances, it is suitable to decide that the cancellation does not affect the validity of payments made nor commitments taken, given legally contentious contracts*".

Numerous (non-profit-making) associations have addressed Commissioner Liikanen (in charge of the budget), President Santer, and the European Parliament, asking that the activities of such associations, which play a very important role in the construction of Social Europe, are not threatened.

\*Ruling for case C6106/96, available for consultation on internet: <http://curia.eu.int>

---

### Transport

The Transport Commissioner, Neil Kinnock, has announced the publication of a **White Paper on fare rates for transport infrastructure**, in July 1998. This follows the Green Paper of 1995 on the internalisation of external costs. It is being prepared on the basis of recommendations by a high-level group, including the Chairperson of Volvo, the Chairperson of the Surveillance Board of Deutsche Bahn, the Chairperson of the French Company of Private Motorway Concessions, the former Chairperson of Olympic Airways, a Member of the European Parliament, two British academics and a high-ranking civil servant from the Commission.

The White Paper should adopt the principle of "the user pays", which implies that all users of transport services (both by operators and final consumers) pay the infrastructural and environmental costs they generate.

The same pricing principles should be applied to the main forms of transport in all the Member States of the European Union, with possibilities for modulation depending on the forms and locations, so as to take into account valid economic and social considerations. The aim is to eliminate competitive distortions between forms of transport, and to use existing networks more effectively, while reducing congestion and accident risks.

The **Deutsche Bahn** (DB, Germany) and the **Nederlandse Spoorwegen** (NS, the Netherlands) have signed a protocol agreement for fusing their freight activities, which should lead to the creation of a joint subsidiary under German law: "Rail Cargo Europe". It should be capable of attracting other partners, while its ambition is to become an international leader in the field of transport and European logistic services.

## Télécoms

Suite à plusieurs plaintes d'opérateurs, la Commission examine la manière dont les autorités françaises apportent une compensation à l'ancien monopole France Télécom pour sa mission de service public en contraignant les nouveaux entrants sur le marché de la téléphonie à contribuer à **un fonds de service universel**. Les plaignants estiment que cette contribution est contraire aux articles 90 et 86 du traité de l'Union. La législation communautaire permet aux autorités nationales de faire financer le service universel par les nouveaux entrants, mais la France est le seul pays de l'Union à les taxer aussi lourdement.

## Fonds de pension

La Commission prépare pour 1999 une proposition de directive sur les fonds de pension visant à garantir plus de liberté et de sécurité dans les placements. Les fonds de pension, qui représentent environ l'équivalent de 20% du PIB de l'Union, restent le seul grand secteur financier pour lequel il n'existe aucun encadrement communautaire. Les restrictions actuellement appliquées par les Etats dans le choix des placements semblent en limiter considérablement les performances. Pour cette raison, la Commission estime qu'une amélioration, même légère, serait susceptible d'accroître sensiblement les rendements financiers enregistrés sur environ quarante ans de vie active et de réduire le coût du financement des retraites.

Une synthèse des réactions au Livre vert de juin 1997 est disponible sur le site internet de la Commission : <http://europa.eu.int/com/dg15>

## Elections européennes

La commission institutionnelle du Parlement a approuvé le rapport sur "**l'élaboration d'un projet de procédure électorale comprenant des principes communs pour l'élection des membres du Parlement européen**". Ce rapport, qui sera discuté et voté en session plénière en juillet prochain, estime que le mode de scrutin proportionnel pourrait entrer en vigueur dès les élections de juin 1999 ; que l'établissement des listes devra tenir compte de la parité homme/femme ; qu'un seuil minimum de 5% peut être retenu pour être élu et précise les incompatibilités (mandat européen et mandat national, par exemple). Le rapport considère, par ailleurs, que d'autres évolutions nécessaires ne pourront se faire que graduellement.

## Initiative

L'Institut européen d'administration publique (IEAP) organise à Maastricht (Pays-Bas) un séminaire sur "**Les télécommunications et les services postaux dans l'Union Européenne : développements récents et perspectives d'avenir**" les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 1998. Renseignements : Tel + 31 43 329 62 26 / Fax + 31 43 329 62 96 / Email : [nde@eipa.nl](mailto:nde@eipa.nl)

Adressez à "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**" de brèves informations en anglais et français par courrier, fax ou E-mail ([celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr)).

## Telecommunications

In the wake of complaints by several operators, the Commission is examining the way in which the French authorities are providing compensation to the former France Télécom monopoly for its public service function, by obliging new entrants into the telephony market to contribute to a **universal service fund**. The plaintiffs consider that this contribution is contrary to Articles 90 and 86 of the Union Treaty. Community legislation allows national authorities to ensure that a universal service is financed by new entrants, but France is the only country to tax them so strongly.

## Pension Funds

The Commission is preparing a proposition for a directive, in 1999, concerning pension funds, which aims at guaranteeing greater freedom and security for investments. Pension funds, which are equivalent to about 20% of the Union's GDP, are the only remaining major finance sector not to be subject to any Community legal framework. The present restrictions currently applied by States to the choice of investments seem to limit their performance considerably. For this reasons, the Commission believes that an improvement, even if modest, is likely to generate far better financial returns than has been the case during their 40-year existence, and will also reduce the costs of financing pensions.

A summary of reactions to the Green Paper of June 1997 is available on the Commission's internet site: <http://europa.eu.int/com/dg15>

## European elections

The Institutional Commission of the Parliament has approved the report on "**the formulation of a project for electoral procedures, including the common principles for the elections of Members of the European Parliament**". This report, which will be discussed and voted on during the plenary session next July, considers that: proportional representation should be in place for the elections in June 1999; that the creation of lists should take into account the parity of men and women; that a minimum threshold of 5% should be applied to representation; and sets out incompatibilities (for example, holding a European and a national mandate). Furthermore, the report considers that other necessary changes cannot be made gradually.

## Initiative

The European Institute for Public Administration (EIPA) is organising a seminar in Maastricht (the Netherlands) on "**Telecommunications and postal services in the European Union: recent developments and the future outlook**", on the 1 and 2 October 1998. For information: tel: + 31 43 329 62 26 / fax: + 31 43 329 62 96 / e-mail: [nde@eipa.nl](mailto:nde@eipa.nl)

Please send brief information to "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**", in English and French, by courier, fax or E-mail ([celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr)).

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : [celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr). Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Nicholas Sowels. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.